pays pour au moins un bon nombre d'années à venir. Dans une telle campagne, le parti conservateur, sous le couvert du patriotisme, escompte prendre le pouvoir afin d'implanter de nouveau sa politique réactionnaire, laquelle a toujours consisté et consiste encore à protéger un groupe privilégié aux dépens de la masse.

Ceci dit, je voterai sans hésiter contre l'amendement proposé par le parti progressiste conservateur.

Maintenant, il y a le sous-amendement proposé par l'honorable député de Mercier. Je regrette que l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Dorion) ait essayé de donner à cette motion un autre sens que celui qui est contenu dans ce sous-amendement. Et c'est pourquoi je désire, pour vous éclairer à ce sujet et afin d'établir qu'il a bien le sens que l'honorable député de Mercier a voulu lui donner, vous référer à un éditorial paru dans *Le Droit*, d'Ottawa, le mardi 5 décembre, sous la signature de M. L'Heureux. Parlant du sous-amendement Jean, voici ce qu'il dit:

Aucune méprise n'est possible. Cette proposition est, de toute évidence, une motion de non-confiance au Gouvernement, parce qu'elle l'accuse d'avoir gâché le régime du volontariat et d'en être venu, par sa mauvaise politique de distribution des ressources humaines, à la conscription pour outre-mer.

Voilà l'opinion du journal *Le Droit*, dans un éditorial sur cet amendement proposé par l'honorable député de Mercier. Je voterai donc en faveur de ce sous-amendement.

La motion principale se lit comme suit:

Que la Chambre aide le Gouvernement dans sa politique de la poursuite d'un vigoureux effort de guerre.

J'aurais été prêt à l'appuyer n'eût-ce été l'adoption du décret du conseil n° 8891. Ce décret permet au ministre de la Défense nationale (M. McNaughton) de conscrire les mobilisés jusqu'à concurrence de 16,000, si l'enrôlement volontaire ne suffit pas à assurer les renforts nécessaires aux régiments d'infanterie combattant dans le nord-ouest de l'Europe et en Italie. Lors des élections de 1940, comme je l'ai déjà dit à l'occasion de la discussion du bill 80, contre lequel j'ai voté, lors de ces élections, dis-je, je me suis engagé sur ma parole d'honneur à m'opposer à tout projet de conscription pour service outre-mer, et j'entends respecter mon engagement. J'entends tenir parole envers les électeurs qui m'ont fait l'honneur de me choisir comme leur représentant et qui m'ont témoigné leur confiance.

Le nombre d'hommes requis n'est pas très élevé, il est vrai, et, d'après les informations fournies par le général McNaughton, il n'y

a aucun doute que des renforts sont nécessaires pour maintenir en action les différentes unités canadiennes. Mais n'aurait-il pas été possible de retirer temporairement nos hommes de la ligne de feu afin qu'ils puissent s'équiper de nouveau, se reposer, se rétablir et combler les vides? Un tel délai aurait permis au nouveau ministre de la Défense d'organiser et de faire appel au volontariat, dans lequel il a confiance, et nul doute qu'il en aurait fait un succès.

Si le volontariat n'a pas eu le succès complet que l'on désirait, cela est probablement dû au fait que l'ex-ministre de la Défense n'avait pas confiance lui-même dans ce système, et il est très rare qu'une personne réussisse si elle manque de confiance. Peut-être l'ex-ministre savait-il qu'un très grand nombre d'officiers supérieurs, dans les camps dispersés dans le pays, n'étaient pas favorables au volontariat; au contraire, on le décourageait et chacun d'eux faisait tout en son pouvoir pour empêcher l'enrôlement volontaire. A preuve, je vous dirai que deux officiers recruteurs canadiens-français, il n'y a pas très longtemps, se sont rendus dans un camp de la Colombie anglaise afin de solliciter l'enrôlement volontaire des Canadiens français, mais sans succès. Pourquoi n'ont-ils pas eu de succès? Parce que les officiers de ce camp ne leur ont pas permis d'entrer dans le camp et de parler à leurs compatriotes. Devant un tel fait, il ne fait aucun doute que l'enrôlement volontaire a été découragé par un plan systématique, conçu pour fins politiques seulement. Assurément, ce n'était pas dans un but patriotique.

En parlant de patriotisme, je veux vous dire, monsieur l'Orateur, que la province de Québec est aussi patriotique qu'aucune autre province, et elle l'a prouvé maintes fois, surtout en deux occasions mémorables que je ne désire pas récapituler dans le moment. Dans cette guerre, elle a fait son devoir. Cependant, que d'insultes n'est-elle pas victime de la part d'une certaine presse et de certains fanatiques ignorants.

J'ai dit que mes remarques ne seraient pas longues, car je ne désire pas retarder les délibérations de cette Chambre. Je termine en disant que j'ai toujours combattu la conscription pour service outre-mer et que je continuerai à la combattre. Je ne veux pas que l'on croie que c'est par intérêt personnel, pour vouloir soustraire mes fils au service militaire obligatoire. Non, monsieur l'Orateur, car j'ai trois fils enrôlés volontairement, dont l'un était en Hollande aux dernières nouvelles, reçus vendredi dernier.

Monsieur l'Orateur, ce qui me guide dans cette décision, c'est le principe qui m'a toujours inspiré de combattre la conscription,